

Afrique du Sud : Ramaphosa reconnaît une corruption d'Etat de longue date

@rib News, 11/08/2021 Source AFP Le dirigeant sud-africain Cyril Ramaphosa (photo) a reconnu mercredi une corruption d'Etat endémique sous la présidence de son prédécesseur Jacob Zuma, affirmant n'avoir pas démissionné alors de son poste de vice-président pour tenter de résister à ce fléau.

M. Ramaphosa témoignait mercredi devant la commission qui enquête sur le pillage des caisses de l'Etat sous la présidence Zuma (2009-2018), qui avait pris fin prématurément en raison de l'ampleur du scandale. M. Ramaphosa était son vice-président depuis 2014, avant de lui succéder en février 2018. "Alors qu'il devenait de plus en plus évident", notamment via un rapport accablant de la médiatrice du pays en 2016 puis des révélations de presse, "qu'un réseau d'individus était apparemment de connivence avec de hauts fonctionnaires pour occuper des postes et s'emparer d'institutions clés", M. Ramaphosa a raconté mercredi avoir eu "cinq options possibles". "Démissionner, dénoncer, acquiescer et encourager, rester et garder le silence, ou rester et résister", a-t-il énuméré. Et s'il avait démissionné, c'"aurait considérablement réduit ma capacité à contribuer" à limiter la corruption au plus haut niveau, a-t-il plaidé. Il a déclaré de rester "pour résister à certains des abus de pouvoir les plus flagrants". Lors de ce deuxième témoignage devant la commission, M. Ramaphosa a ainsi répondu implicitement aux nombreuses critiques lui reprochant d'être lent ou impuissant face à ce fléau qu'il avait promis de combattre en arrivant au pouvoir. A quelques mois d'élections locales test pour l'ANC, parti historique qu'il préside aussi, il marque, par son attitude conciliante envers cette commission, sa différence avec M. Zuma. Ce dernier, pour avoir obstinément refusé d'y comparaître, a été condamné à 15 mois de prison ferme, où il dort depuis un mois. Paradoxalement, c'est l'exaspération grandissante contre la corruption, comme la pauvreté et les inégalités qui en découlent, qui ont alimenté les violences et pillages qui ont secoué le pays mi-juillet, initialement déclenchés par son incarcération. Le rapport dit du "Guptagate" de 2016 détaillait comment une fratrie d'hommes d'affaires d'origine indienne, les Gupta, avait remporté de lucratifs contrats publics et imposé la nomination de certains ministres pour favoriser leurs intérêts. M. Ramaphosa a justifié d'avoir évité le conflit avec M. Zuma pour ne pas être limogé ou voir son influence, "sa capacité à apporter du changement" considérablement limitée, voir anéantie. Lors de sa première comparution devant la commission en avril, M. Ramaphosa avait reconnu que la corruption avait pris racine au sein de l'ANC. Mais interrogé sur le moment précis où il s'était rendu compte de l'ampleur de ce monstre tentaculaire, il avait botté en touche, affirmant avoir besoin de réfléchir. Mercredi, ayant répondu à cette question, il a promis de faire mieux. "Après avoir tracé une ligne dans le sable, nous allons maintenant nous attaquer sérieusement à la corruption", a-t-il déclaré. "Vous pourriez me demander pourquoi vous ne l'avez pas fait pendant tant d'années+, mais mieux vaut tard que jamais". A l'issue de ses travaux fin septembre, la commission pourra transmettre ses conclusions au parquet pour d'éventuelles poursuites.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});